

## Enjeux de long terme et crise économique

Adoptée en 2005, la Charte de l'environnement a placé les principes de sauvegarde de l'environnement au même niveau que les Droits de l'homme et du citoyen de 1789 et que les droits économiques et sociaux du préambule de la Constitution de 1946. À sa source, il y a le constat « que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ; qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ».

Cependant, dans un contexte de crise économique et financière, l'acuité des problèmes à résoudre à court terme tend à évincer la nécessité de préparer notre développement futur. Afin d'apprécier ce risque, il est intéressant de revisiter comment les modèles économiques intègrent les risques de blocage de la croissance que visent à prévoir les politiques de développement durable. Dans cette perspective, Katheline Schubert décrit les développements réalisés en ce domaine, à partir des années 1970.

Construire une croissance verte nécessite ensuite de mettre en oeuvre de bonnes politiques économiques et de bonnes politiques environnementales. Mais il faut aussi identifier les synergies entre ces politiques. Nathalie Girouard synthétise les réflexions récentes en ce domaine, pour bâtir des stratégies de croissance verte. La construction de ces stratégies rencontre cependant, beaucoup plus en amont, des obstacles qui tiennent à la manière dont les uns ou les autres se projettent dans l'avenir. Alain Trannoy examine les clivages correspondants, d'autant plus importants à identifier qu'ils traversent les clivages politiques habituels.

Enfin, Christian de Perthuis explique que le dilemme entre l'économie et le climat peut être allégé par un bon choix d'instruments d'intervention. Il souligne aussi les enjeux industriels associés.

### **Katheline Schubert**

- [Quels enseignements tirer des modèles économiques de croissance ? \(PDF - 152 Ko\)](#)

### **Nathalie Girouard**

- [Un cadre d'action pour une croissance verte \(PDF - 325 Ko\)](#)

### **Alain Trannoy**

- [Clivages idéologiques, approches alternatives \(PDF - 100 Ko\)](#)

### **Christian de Perthuis**

- [Sortir d'un mauvais dilemme : l'économie ou le climat ? \(PDF - 100 Ko\)](#)

# Transition énergétique

Compte tenu de son poids dans les émissions de gaz à effet de serre, de sa dépendance de ressources fossiles et des controverses sur les performances et les risques des moyens de production alternatifs, l'énergie est le secteur qui vient au premier plan quand on aborde les politiques de développement durable d'où, par exemple, « les paquets » climat-énergie définis au niveau européen, et qui structurent notre politique en ces domaines.

La prospective sur les transformations à opérer des modes de production et de consommation, ou sur la maturité des différentes technologies, s'est développée dans ce secteur et est en évolution constante. Richard Baron en rappelle les grands traits. Alain Grandjean examine en conséquence les coûts d'une action différée, ce qui le conduit à conclure que les coûts de la transition vers un modèle sobre en ressources et bas carbone seront moins élevés si cette transition est anticipée.

Une question récurrente concerne aussi le dosage entre les actions de prévention et celles de l'adaptation, souvent opposées, notamment à propos des politiques climatiques. Franck Lecocq montre, qu'en fait, il faut combiner les deux types d'action et examine comment trouver les bons compromis.

Patrick Criqui revient ensuite sur un point fondamental, qui est celui de l'articulation des deux raretés qui structurent ce secteur : rareté liée au caractère fossile de certains combustibles, d'une part ; rareté liée à la composition de l'atmosphère, déterminante pour le climat, d'autre part, et dont il montre qu'elle appelle des politiques spécifiques.

## **Richard Baron**

- [Assurer la transition énergétique pour un climat plus sûr \(PDF - 168 Ko\)](#)

## **Alain Grandjean**

- [Pourquoi, en situation de crise, se préoccuper du long terme ? \(PDF - 200 Ko\)](#)

## **Franck Lecocq**

- [Du partage entre adaptation et atténuation \(PDF - 108 Ko\)](#)

## **Patrick Criqui et Jean-Marie Martin-Amouroux**

- [La raréfaction des énergies fossiles offrira-t-elle une solution spontanée au problème du climat ? \(PDF - 137 Ko\)](#)

## **Complément de Pierre Joly**

- [Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil \(PDF - 36 Ko\)](#)

# Evaluation des choix

Posant que toutes « les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable », l'article 6 de la Charte de l'environnement impose de développer des méthodes pour évaluer comment celles-ci concilient « la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social ». Ceci vaut particulièrement pour les choix d'investissements, car une politique ambitieuse d'investissements publics pour l'avenir apparaît nécessaire. C'est ce que souligne en premier lieu Christian Gollier, qui y associe une condition : l'évaluation rigoureuse des projets, pour laquelle il souligne la nécessité d'une organisation appropriée, à l'instar de ce que l'on exige pour la certification des comptes publics, par exemple.

Dans cette perspective, Luc Baumstark dresse l'état du cadre de référence que la France a perfectionné depuis des dizaines d'années pour évaluer les investissements publics et politiques à partir de « valeurs tutélaires », visant à en objectiver les impacts en termes d'équité entre générations, de prise en compte de l'environnement, et, plus récemment, d'évaluation du risque.

Evidemment, ces éléments deviennent particulièrement critiques lorsque l'on touche au domaine de la précaution. Michel de Lara souligne que l'expertise technique doit alors être complétée par une expertise de l'ordre de la psychologie sociale, qui peut s'appuyer sur des développements récents en économie comportementale.

L'intégration du développement durable dans les politiques publiques concerne toutes les politiques sectorielles : transports, énergie, bâtiment... Cependant, la transition verte nécessite des transformations plus systémiques, qui se jouent d'abord au niveau territorial, notamment des villes. Miren Lafourcade rappelle les interactions à prendre en compte à ce niveau.

## **Christian Gollier**

- [Pour une politique raisonnée de relance des investissements publics \(PDF - 1796 Ko\)](#)

## **Luc Baumstark**

- [L'apport des valeurs tutélaires et l'évaluation coûts-bénéfices des politiques publiques \(PDF - 1717 Ko\)](#)

## **Michel de Lara et Jérôme Boutang**

- [Comment intégrer les controverses ? \(PDF - 209 Ko\)](#)

## **Miren Lafourcade**

- [Les villes et la croissance verte : quels mécanismes ? \(PDF - 1307 Ko\)](#)

## **Compléments :**

- [L'évaluation des choix de production électrique après Fukushima \(PDF - 85 Ko\)](#)
- [L'évaluation des politiques de soutien aux énergies renouvelables \(PDF - 78 Ko\)](#)

# Incitation et financement

Spontanément, l'économie de marché fondée sur la propriété privée détruit l'environnement, c'est-à-dire « ce qui n'appartient à personne ». Cependant, en régulant les marchés, l'économie pourrait être remise en cohérence avec le maintien, voire l'amélioration, du potentiel naturel. Jacques Weber analyse ces mécanismes. Il plaide pour un basculement des régulations, assurant que la création de richesses ne repose plus sur la dégradation de l'environnement.

Alain Quinet réévalue, dans cette optique, les potentialités de la fiscalité verte. A cet égard, Dominique Bureau identifie, avec François Marical, les conditions pour lever les obstacles en termes d'acceptabilité, pour des raisons de pouvoir d'achat, à l'application du principe « pollueur- payeur ». Ceci les conduit aussi à préciser les instruments des politiques d'accès à des biens souvent « essentiels », dans un contexte où les questions de précarité appellent une attention particulière.

Renaud Crassous examine plus spécifiquement les incitations à l'innovation, et Didier Janci, le financement de la croissance verte. Finalement, Augustin Landier met en perspective les enjeux du développement de l'investissement socialement responsable (ISR).

## Jacques Weber

- [Pour un basculement des régulations \(PDF - 1506 Ko\)](#)

## Alain Quinet

- [Quelle fiscalité pour le développement durable \(PDF - 1419 Ko\)](#)

## Dominique Bureau et François Marical

- [Comment concilier la vérité des prix écologiques et le pouvoir d'achat ? \(PDF - 1672 Ko\)](#)

## Renaud Crassous

- [Quels instruments pour la R&D et l'innovation verte ? \(PDF - 1489 Ko\)](#)

## Didier Janci

- [Du partage public-privé du financement de la transition vers une économie plus respectueuse de l'homme et de la nature \(PDF - 1410 Ko\)](#)

## Augustin Landier

- [L'ISR peut-il réconcilier les valeurs éthiques des épargnants et la finance des marchés ? \(PDF - 1398 Ko\)](#)

## Compléments :

- [Marchés carbone et politiques climatiques \(PDF - 97 Ko\)](#)
- [Fiscalité du patrimoine immobilier et du patrimoine naturel \(PDF - 77 Ko\)](#)

# Soutenabilité et développement

Les conflits potentiels entre environnement et développement avaient été pointés dès la conférence de Stockholm, vingt ans avant celle de Rio. Le message « croissance zéro » fut alors rejeté aussi bien par le Tiers monde, qui ne pouvait se résigner à la portion résiduelle des ressources, et par les pays développés, qui ne voulaient mettre en péril l'emploi et un certain modèle de développement.

Aujourd'hui, la prise de conscience de la nécessité de résoudre le noeud gordien « environnement – développement » est plus forte. En effet, la non soutenabilité du modèle de développement sur lequel a été fondée la croissance économique après-guerre est devenue patente. Pour autant, la définition de visions partagées et l'impulsion de l'action commune pour les biens publics mondiaux soulèvent des problèmes de gouvernance encore mal résolus. Pierre Jacquet tire les enseignements, dans cette perspective, du G20 sur la sécurité alimentaire.

En effet, l'agriculture est un domaine où ces questions se posent très concrètement, justifiant que le G20 s'en saisisse. Martin Bortzmeyer montre ainsi comment un mouvement de transformation des modèles agricoles est à anticiper. Michel Houdebine examine plus généralement les liens entre la libéralisation des échanges et l'environnement.

Mais il y a à réfléchir plus fondamentalement sur nos modèles de développement, Michèle Debonneuil suggérant à cet égard d'avoir une vision bien plus globale que la simple prise en compte des limites physiques à la croissance.

## **Pierre Jacquet**

- [Définir le collectif : retour d'expérience du G20 sur la sécurité alimentaire \(PDF - 1471 Ko\)](#)

## **Martin Bortzmeyer**

- [Comment répondre aux besoins alimentaires et préserver les ressources indispensables à l'agriculture ? \(PDF - 1669 Ko\)](#)

## **Michel Houdebine**

- [Mondialisation et environnement \(PDF - 291 Ko\)](#)

## **Michèle Debonneuil**

- [Changer d'objectif pour atteindre le développement durable \(PDF - 1494 Ko\)](#)

## **Compléments :**

- [Croissance verte et développement durable : de Rio à Rio +20 \(PDF - 75 Ko\)](#)
- [Gestion des pêches, et développement durable \(PDF - 77 Ko\)](#)

# Environnement et compétitivité des entreprises

Il est apparu progressivement que les enjeux économiques, environnementaux, et sociaux n'étaient pas systématiquement contradictoires, y compris en matière de compétitivité des entreprises. Patricia Crifo et Claire Tutenuit examinent, dans des registres différents, les opportunités de la croissance verte pour les entreprises, et les conditions pour les mobiliser, ce qui permet de dépasser la confrontation entre environnement et entreprises, et de dessiner les contours d'une politique industrielle verte. Patricia Crifo examine plus précisément les relations observables entre performance environnementale et performance économique des entreprises, puis les perspectives des filières vertes. Claire Tutenuit se situe au niveau de l'économie industrielle. Elle examine en particulier comment les politiques affectent les dynamiques des entreprises et des marchés.

Les domaines des énergies vertes et de l'efficacité énergétique sont évidemment concernés en premier lieu, mais l'enjeu est plus vaste. A cet égard, Jean-Pierre Bompard revient sur l'impact sur l'emploi de la croissance verte et les transitions à anticiper.

Finalement, partant du retour d'expérience sur l'impact des politiques climatiques, tel qu'il peut être perçu en interne par les entreprises soumises au marché européen, de quotas CO2., Philippe Rosier identifie les éléments-clefs à mettre en place pour une stratégie « gagnant – gagnant ».

## Patricia Crifo

- [Contrainte ou opportunité ? \(PDF - 150 Ko\)](#)

## Claire Tutenuit

- [Concilier compétitivité et développement durable : c'est possible ? \(PDF - 104 Ko\)](#)

## Jean-Pierre Bompard

- [La croissance verte : quelles répercussions sur l'emploi \(PDF - 104 Ko\)](#)

## Philippe Rosier

- [Climat, énergie et compétitivité des entreprises : pour une triple alliance \(PDF - 101 Ko\)](#)

Dossier du 19 juin 2012 (mis à jour le 19 juin 2012) du Ministère de l'environnement et du développement durable